

Rapport annuel  
2017

Human Dignity



## **Pour une véritable reconnaissance des droits, économiques, sociaux et culturels (DESC)**

Tout au long de l'année 2017, nous avons continué à travailler à la promotion et la défense des droits économiques, sociaux et culturels au niveau national, régional et international. Dans le cadre de nos actions, nous n'avons pu que constater le manque de reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels, toujours marginalisés, peu connus et concrètement peu abordés aux niveaux national, régional et international.

Nous sommes persuadées que cet état de fait peut changer et nous travaillons chaque jour à cette fin. Nous sommes ravis par exemple des impacts enregistrés en Côte d'Ivoire où nos actions conjuguées à celles de nos partenaires ont permis la prise de mesures concrètes pour renforcer la jouissance du droit à la santé en Côte d'Ivoire.

Nous sommes tout aussi ravies d'avoir obtenu le statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, ce qui va nous permettre de renforcer notre plaidoyer pour que les DESC soient systématiquement pris en compte dans les différentes réunions et le travail des Nations unies.

Nous avons également continué à renforcer les capacités des associations sur les droits économiques, sociaux et culturels avec notre première formation régionale en marge de la 61<sup>e</sup> session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples.

Notre formation en ligne sur les DESC en français, la première de ce genre et initiée fin 2016, a été reconduite avec un nouveau partenaire, l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève.

D'autres partenariats se sont développés et nous avons notamment engagé une collaboration fructueuse avec des acteurs du développement à travers le CCFD – Terre solidaire, la 1<sup>ère</sup> ONG de développement française, toujours pour former des acteurs de la société civile aux droits négligés que sont notamment les droits à la santé, à l'éducation, au logement, à l'alimentation, aux droits culturels.

Nous espérons que grâce à votre soutien, notre vision d'un monde où chaque être humain vit dans la dignité et où l'eau, l'alimentation, la santé, le travail, l'éducation, le logement et la culture sont reconnus comme des droits à part entière dont tout être humain jouit pleinement et de manière égale devienne progressivement une réalité.

Merci de votre soutien et bonne lecture.

Karine Appy et Seynabou Benga

Président et Directrice

## Table des matières

<b>2017 EN BREF</b> .....	<b>4</b>
<b>DOCUMENTER LES PROGRES ET OBSTACLES A LA JOUISSANCE DES DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b> .....	<b>5</b>
■ Côte d’ivoire: état des lieux sur le droit à la santé .....	5
■ Burundi: Défis et obstacles rencontrés par les femmes et des filles dans la jouissance de leurs droits économiques et sociaux .....	6
<b>FORMER LES ACTEURS DU CHANGEMENT</b> .....	<b>7</b>
■ Notre formation régionale de formateurs sur les DESC en Gambie .....	7
■ Une nouvelle formule pour notre formation en ligne sur les DESC en français.....	9
■ Une formation sur mesure pour les partenaires du CCFD-Terre Solidaire au Burundi ..	10
<b>FEDERER ET MOBILISER LES ONG AUTOUR DE LA PROMOTION ET LA DEFENSE DES DESC</b> .....	<b>11</b>
■ Création de la 1ère plateforme DESC pour l’Afrique francophone (PDAF) .....	11
■ 1 guide pratique pour les ONG souhaitant collaborer avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.....	11
<b>COMPTE D’EXPLOITATION 2017</b> .....	<b>12</b>
<b>L’ESSENTIEL SUR HUMAN DIGNITY</b> .....	<b>13</b>

---

## 2017 EN BREF

---

- Une plate-forme d'ONG africaines francophones pour les DESC créée regroupant 15 associations
  
- Plus de 30 défenseurs des droits humains formés aux droits économiques, sociaux et culturels
  
- Une formation régionale de formateurs sur les DESC en Gambie. Déjà reproduite par nos formateurs en Guinée, au Burkina Faso, au Gabon et en Côte d'Ivoire
  
- 1 guide d'accompagnement des ONG souhaitant collaborer avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels
  
- 1 rapport état des lieux sur le droit à la santé en Côte d'Ivoire qui a déclenché le lancement d'un programme d'investissements en infrastructures et équipements de santé, d'un coût de 880 millions d'euros ( 577 milliards de francs CFA ) par le gouvernement ivoirien
  
- Human Dignity obtient le statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC
  
- Un état de lieux des droits économiques et sociaux des filles et des femmes burundaises dans un contexte national fragile
  
- Un nouveau partenariat engagé avec la 1ère ONG de développement française, afin de renforcer nos actions respectives

---

## DOCUMENTER LES PROGRES ET OBSTACLES A LA JOUISSANCE DES DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

---

### ■ Côte d'Ivoire: état des lieux sur le droit à la santé

Human Dignity, le Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH) et la clinique de droit de l'Institut de Sciences politiques (Sciences Po Paris) se sont associés fin 2016 afin d'effectuer un état des lieux du droit à la santé en Côte d'Ivoire.

Un rapport conjoint a été publié en août 2017, rappelant entre autres que la Côte d'Ivoire tardait à tenir ses engagements quant à l'application du droit à la santé, avec seulement 6% du budget de l'État ivoirien consacré à la santé, au lieu des 15% auxquels le pays s'est engagé en signant l'accord d'Abuja de 2001.



Conférence de presse du 1er août 2017, siège du MIDH - Abidjan, Côte d'Ivoire

Le rapport, après avoir été présenté au Ministère de la santé, a été lancé lors d'une conférence de presse à Abidjan organisé par notre partenaire le MIDH. 21 journalistes dont RFI et la Voix de l'Amérique, des représentants du Ministère ivoirien de la santé, de la Commission nationale des droits de l'Homme et de l'Agence française de développement étaient présents.

Nos conclusions et recommandations ont été largement reprises par la presse. Notre rapport et plaidoyer ont été des éléments déclencheurs des annonces faites quelques jours plus tard par les autorités ivoiriennes pour améliorer le niveau de santé de la population sur trois ans. A l'issue d'un Conseil présidentiel de santé, intervenu quelques jours seulement après la publication de notre rapport conjoint, les mesures suivantes ont notamment été annoncées pour améliorer, de façon significative, la qualité du système sanitaire en Côte d'Ivoire:

- un programme d'investissements en infrastructures et équipements de santé, d'un coût de **577 milliards de francs CFA (soit environ 880 millions d'euros) sur 3 ans**,
- l'ouverture de nouveaux centres de cancérologie, de radiothérapie et d'hémodialyse, notamment au CHU d'Abobo,
- l'accroissement des ressources financières de la nouvelle PSP pour accroître l'offre de médicament,
- l'augmentation du budget alloué à la gratuité de certains soins
- et le renforcement de la qualité de gestion des établissements publics de santé par la mise en place de systèmes de contrat de performance et de délégation de gestion au secteur privé.

Nous ne manquerons pas de suivre tant la mise en place effective que l'efficacité des mesures annoncées avec le MIDH.

### ■ **Burundi: Défis et obstacles rencontrés par les femmes et des filles dans la jouissance de leurs droits économiques et sociaux**

En mars 2017, Human Dignity, son partenaire Huralaw, et six autres ONG burundaises ont publié un rapport conjoint d'analyse des recommandations faites par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies au Burundi en 2016.



Si quelques initiatives ont été prises par le Burundi afin de mettre en œuvre certaines recommandations adoptées par les Nations unies, notre rapport constate qu'elles demeurent largement insuffisantes afin d'assurer la jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels par toutes et tous.



Notre analyse des mesures prises par le Burundi souligne notamment la persistance de la discrimination à l'égard des Batwa et des personnes handicapées des Batwa, des inégalités hommes - femmes en matière de succession et de nombreux obstacles à la jouissance du droit à l'éducation.

---

## FORMER LES ACTEURS DU CHANGEMENT

---

Nous sommes persuadés que la connaissance du contenu précis des droits humains et des obligations des Etats découlant des normes internationales est indispensable pour assurer la promotion, la surveillance et la défense de nos droits.

En 2017, nous avons donc continué à former des représentants d'associations en Afrique subsaharienne au contenu des droits économiques, sociaux et culturels, aux obligations des Etats qui en découlent et au rôle que la société civile pouvait jouer dans leur promotion et leur défense.

### ■ Notre formation régionale de formateurs sur les DESC en Gambie



En novembre 2017, Human Dignity a formé 12 représentants d'ONG de défense des droits humains provenant de 10 pays d'Afrique subsaharienne francophone. Cette formation de 5 jours a été organisée en collaboration avec l'association African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS), organisation régionale des droits humains, basée en Gambie.

Notre formation a coïncidé avec la 61e session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples, ce qui a permis aux participants de se familiariser avec les méthodes de travail de cet organe clé de l'Union africaine chargé de la promotion et de la protection des droits humains en Afrique.

Mme Jamesina King, Commissaire et présidente du Groupe de travail sur les DESC de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples a ouvert la formation le 13 novembre 2017 à Banjul, en Gambie. Elle a notamment rappelé que « l'une des observations de la commission est qu'il existe de nombreux rapports sur le statut des droits civils et politiques avec des faits spécifiques de violations ainsi que des mesures prises par les États à donner effet à ces droits. Et ce, grâce aux ONG très efficaces et bien dotées en ressources sur le continent qui surveillent et mènent des activités de plaidoyer sur ces droits. Nous ne semblons pas voir le même suivi rigoureux des droits économiques, sociaux et culturels. Cela est peut être dû à de nombreuses raisons dont l'une est peut être une capacité insuffisante à le faire. Je suis donc encouragé par le fait qu'aujourd'hui il y aura une formation sur les droits économiques, sociaux et culturels<sup>1</sup>. »

### **Nos participants témoignent:**

« Une excellente formation qui m'a ouvert les yeux sur les DESC. »

« Une formation pratique et méthodique. Une magnifique expérience empreinte de savoir, de savoir-faire, savoir être, engagement et collaboration/réseautage ; tout cela dans une ambiance totalement décontractée. »

« Formation utile et nécessaire pour la mise en oeuvre des DESC. Très complète et intéressante.»

« Bonne et indispensable. La formation est très utile pour nos activités terrain »

---

<sup>1</sup> Le discours a été fait en anglais, il s'agit ici d'un extrait et de la traduction faite par Human Dignity.

➔ *Notre formation a été répliquée par nos nouveaux formateurs au Sénégal et au Burkina Faso en 2017- d'autres restitutions sont prévues en 2018*



Sénégal - 20 décembre 2017 - Atelier de sensibilisation sur les DESC organisée par l'un de nos participants du SIDHI à l'attention des membres du cercle des droits humains du CEM Di – Zinguichor

### ■ **Une nouvelle formule pour notre formation en ligne sur les DESC en français**

Depuis novembre 2016, Human Dignity organise une formation en ligne sur les DESC à l'attention du public francophone, en partenariat avec Synergies Coopération. Notre formation, a été **homologuée par le Conseil National des Barreaux français en 2017.**

En 2017, Human Dignity a été approché par l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève, qui souhaitait se joindre à cette initiative. Notre troisième session a ainsi été conduite avec ce nouveau partenaire. A cette occasion, nous en avons profité pour inclure un nouveau module sur la complémentarité entre objectifs du développement durable (ODD) et les DESC.

Olivier de Schutter, membre du Comité des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, a également participé à notre formation en acceptant de répondre aux questions très pertinentes de nos participants!



**Olivier de Schutter, membre du CODESC - formation en ligne**

### ■ **Une formation sur mesure pour les partenaires du CCFD-Terre Solidaire au Burundi**

Nous avons débuté un partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire, première association française de développement, qui lutte durablement contre la faim en s'attaquant à ses causes.

Nous avons élaboré une formation sur mesure à l'attention de leurs partenaires associatifs. Pendant 5 jours, ils ont pu acquérir des connaissances sur la définition et le contenu des différents droits et se familiariser avec les juridictions compétentes au Burundi en cas de violations des DESC ou encore les méthodes de suivi et de collecte d'informations. La formation a été ponctuée d'exercices pratiques et de jeux de rôle.

---

## FEDERER ET MOBILISER LES ONG AUTOUR DE LA PROMOTION ET LA DEFENSE DES DESC

---

### ■ Création de la 1ère plateforme DESC pour l'Afrique francophone (PDAF)

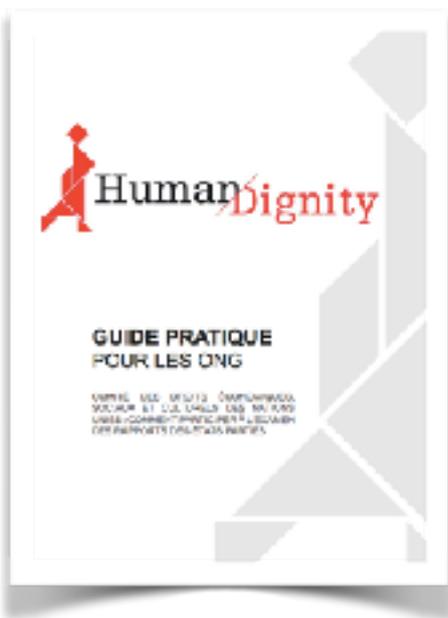
En mars 2017, Human Dignity a créé une plateforme francophone sur les DESC, regroupant aujourd'hui 15 associations nationales de défense des droits humains. Du Gabon, au Togo, en passant par le Sénégal, le Burundi et la RDC, la plateforme est un réseau souple et ouvert, qui vise à bâtir un mouvement régional pour la promotion et la défense des DESC.

La plateforme a plusieurs objectifs:

- o le partage d'informations sur les activités respectives, publications, initiatives ainsi que l'actualité nationale relatives aux DESC;
- o l'échange des bonnes pratiques et difficultés de mise en oeuvre des DESC au niveau national
- o la réflexion commune afin de contribuer à la jouissance effective des DESC par toutes et tous

### ■ 1 guide pratique pour les ONG souhaitant collaborer avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels

L'objectif de ce guide est de contribuer à une participation accrue des ONG, notamment francophones, au travail du Comité des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels.



Il est disponible en ligne sur notre site: [www.hdignity.org](http://www.hdignity.org)

Le guide aborde:

- ✓ les droits consacrés par le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels et les obligations des États parties qui en découlent;
- ✓ les méthodes de travail du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et les opportunités de participation des ONG à l'examen des rapports périodiques des États parties au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels.

La publication de ce guide a été rendue possible grâce à la collaboration de la Clinique de droit EUCLID de l'Université Paris Ouest Nanterre.

---

## COMPTE D'EXPLOITATION 2017

---

Produits 2017	Euros
<b>Revenus non affectés</b>	
Dons et collectes	300
Cotisations membres	400
Autres revenus - prestations de services	6701
<b>Revenus affectés</b>	
Département fédéral des affaires étrangères - Suisse	33080
<b>Total produits</b>	<b>40481</b>

Charges 2017	Euros
Opérations	23163
Ressources humaines	8624
Communication et publications	1282
Subventions accordées par l'association	2575
Frais de fonctionnement	639
Charges financières	489
<b>Total charges</b>	<b>36772</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>3709</b>

---

## L'ESSENTIEL SUR HUMAN DIGNITY

---

Créée en janvier 2014, Human Dignity est une association à but non lucratif, œuvrant pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels en Afrique sub-saharienne. Nous avons obtenu le statut consultatif ECOSOC.

L'objectif poursuivi par Human Dignity est la réalisation pleine et entière des droits économiques, sociaux et culturels afin d'améliorer les conditions de vie des populations en Afrique Subsaharienne, en particulier, à travers la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples.

Notre **vision** est celle d'un monde où chaque être humain vit dans la dignité et où l'eau, l'alimentation, la santé, le travail, l'éducation, le logement et la culture sont reconnus comme des droits à part entière dont tout être humain jouit pleinement et de manière égale.

Notre **mission** est de contribuer au respect, à la protection et à la réalisation de tous les droits économiques, sociaux et culturels pour tous. Nous soutenons à ce titre l'intégration des principes, normes et standards des droits humains dans les politiques publiques ainsi que les efforts nationaux pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

La mission de Human Dignity s'articule autour de cinq objectifs stratégiques:

1. Surveiller le respect par les Etats des normes internationales relatives aux droits de l'Homme et notamment du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples,
2. Identifier les défis et obstacles à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) au niveau national,
3. Promouvoir les DESC aux niveaux national et régional,
4. Sensibiliser le public aux DESC,
5. Assister les victimes de violations des droits économiques, sociaux et culturels et leurs représentants à obtenir justice et réparation.

L'organisation, dont le siège est à Paris, France, est composée d'une directrice et de dix membres de l'Assemblée générale, ayant une expertise dans les domaines des droits humains et de l'état de droit.

Nous sommes membre :

- de la Plateforme DESC France
- du Groupe de travail sur la surveillance du réseau DESC
- de la Coalition d'ONG pour le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PF-PIDESC)

**Human Dignity**  
**22, rue du Sergent Bauchat**  
**75012 Paris, France**

**[www.hdignity.org](http://www.hdignity.org)**  
**Twitter: @HumanDty**